



Canadian
HIV/AIDS
Legal
Network

Réseau
juridique
canadien
VIH/sida

The National Advocacy Committee
Grandmothers to Grandmothers Campaign
Comité d'action national
Campagne de grands-mères à grands-mères

Énoncé Statement

Pour publication immédiate

Also available in English

LES DÉPUTÉS CHOISSENT L'ESPOIR – LE PROJET DE LOI C-393 EST ADOPTÉ!

*La lutte pour l'accès aux médicaments se déplace au Sénat, avec le
lancement de www.QueLaDemocratieGagne.ca*

Déclaration de Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida

Les membres du Parlement ont été guidés par les faits et le bon sens, en votant ce soir pour une importante législation qui sauvera des vies. Après presque sept ans d'attente inutile, le Canada se rapproche de sa promesse d'aider le monde en développement à obtenir des médicaments abordables pour les personnes qui meurent de maladies traitables comme le sida, le paludisme et la tuberculose. Le Projet de loi C-393, par sa « solution à licence unique », réduira les lourdeurs bureaucratiques et rendra le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM) plus facile d'usage.

Mais nous n'y sommes pas encore arrivés : le projet de loi est maintenant confié au Sénat. Vu l'opposition du Gouvernement Harper au Projet de loi C-393, il y a lieu de s'inquiéter qu'il tente de bloquer la volonté de la Chambre des communes – la volonté du peuple. En réponse à ce défi, une nouvelle campagne est lancée ce soir – www.QueLaDemocratieGagne.ca – pour inciter le gouvernement conservateur et tous les sénateurs à adopter sans tarder ce projet de loi.

Le Sénat a adopté rapidement la version initiale de ce projet de loi, il y a presque sept ans, et un comité sénatorial a récemment examiné un projet de loi identique et entendu à ce sujet de nombreux témoignages d'experts. À la veille d'une possible élection, les seuls éléments capables d'étouffer le projet de loi sont des tactiques de blocage ou des instructions du Cabinet du premier ministre visant à renverser le vote de la Chambre.

La loi visant à réformer le RCAM a reçu l'appui d'intervenants de l'aide internationale, d'organismes de droits humains, de médecins, de leaders spirituels, d'activistes pour la santé et de près de 50 000 Canadien-nes qui ont récemment signé une pétition exhortant le Parlement à adopter ce projet de loi. Selon un sondage d'opinion publique, 80 % de la population canadienne est aussi en sa faveur.

Nous remercions tous les députés qui ont appuyé ce projet de loi, dans chaque parti, en particulier les députés néo-démocrates Brian Masse (Windsor West) et Paul Dewar (Ottawa Centre), ainsi que leur ancienne collègue Judy Wasylycia-Leis (Winnipeg North), pour avoir porté le projet de loi à bout de bras jusqu'ici. Nous remercions et saluons nos alliés d'organismes de la

société civile, trop nombreux pour les nommer tous, qui ont contribué à cet effort de plusieurs années. Nous sommes fiers d'affirmer que la campagne se poursuit, pour fournir des médicaments abordables aux personnes qui meurent de maladies traitables dans les pays en développement!

-30-

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Janet Butler-McPhee

Directrice des communications

Réseau juridique canadien VIH/sida

jbutler@aidslaw.ca

416-595-1666 (poste 228) / 416-268-2549 (cellu.)

Christopher Holcroft

Directeur

Empower Consulting, pour le Réseau juridique

chris_holcroft@yahoo.com / 416-996-0767 (cellu.)

www.aidslaw.ca/rcam